

Et qu'est ce qu'on fait avec nos sous ?

Je sens monter une inquiétude chez les lecteurs de l'IDL qui se trouveraient être aussi des épargnants. Pourtant, le premier débat présidentiel aurait dû atténuer leurs craintes, tant les sommets de la pensée humaine y furent atteints. En fait, non seulement les solutions présentées pour remédier aux maux de notre pays furent toutes plus originales les unes que les autres mais aussi l'intérêt du débat ne s'est jamais démenti et ce dernier a été tout du long à peu près aussi passionnant que de regarder de la peinture sécher.

Furent laissés de côté cependant les problèmes de ceux qui, après une longue vie de labeur, auraient réussi à se constituer une épargne pour leurs vieux jours.

Il me faut donc remédier à ce léger oubli et pour cela, je vais partir, comme à mon accoutumée des **faits**.

- Le premier est que les sociétés françaises cotées qui ne font pas partie directement du capitalisme de connivence local sont en général extraordinairement bien gérées. Comme me l'avait dit le patron de l'une d'entre elles il y a plusieurs années : « *Cela n'a rien d'étonnant. Dans les autres pays, ils doivent se battre contre leurs concurrents. En France, nous devons nous battre **et** contre nos concurrents **et** contre notre état. Et donc nous sommes bien meilleurs* ».
- Le deuxième est que la meilleure façon d'échapper à l'Etat français est de produire en dehors de France et c'est ce qu'elles font toutes de plus en plus. Et donc, la grande majorité de ces entreprises sont devenues indifférentes à ce qui se passe dans l'asile de fous qu'est devenu la France puisqu'elles n'y produisent pour ainsi dire plus rien.
- Le troisième reste malheureusement qu'une grosse majorité de l'épargne française est investie dans des obligations de l'état français, dont tout un chacun sait qu'il est en quasi faillite. J'en veux pour preuve que je ne compte plus le nombre de mes amis qui me disent que l'état va faire faillite et qui pourtant sont investis en assurance vie dans lesquelles il n'y a que des obligations émises par ce même état, ce qui me semble légèrement irrationnel.
- Le quatrième est que l'Euro ne peut pas survivre et que donc les obligations de l'état français vont ramasser un de ces jours une énorme claque lorsque le franc français renaitra de ses cendres et que les taux d'intérêts iront là où le marché les emmènera.

De tous ces faits, il ressort que je dois continuer à vendre toutes les actions qui touchent de près ou de loin au capitalisme de connivence local et pour les repérer, le test le plus facile est de vérifier le diplôme du Président. S'il est énarque, la société doit être vendue toutes affaires cessantes. Chacun aura remarqué en effet que le diplôme de l'ENA est le seul qui ne s'exporte absolument pas, ce qui veut dire qu'il est à usage exclusif du capitalisme de connivence Gaulois.

De même doivent être vendues toutes les obligations de l'Etat français, qu'elles soient dans une assurance vie ou pas.

En ce qui concerne le reste du portefeuille, constitué d'obligations étrangères et d'actions étrangères et françaises de bonne qualité, que faut-il faire ?

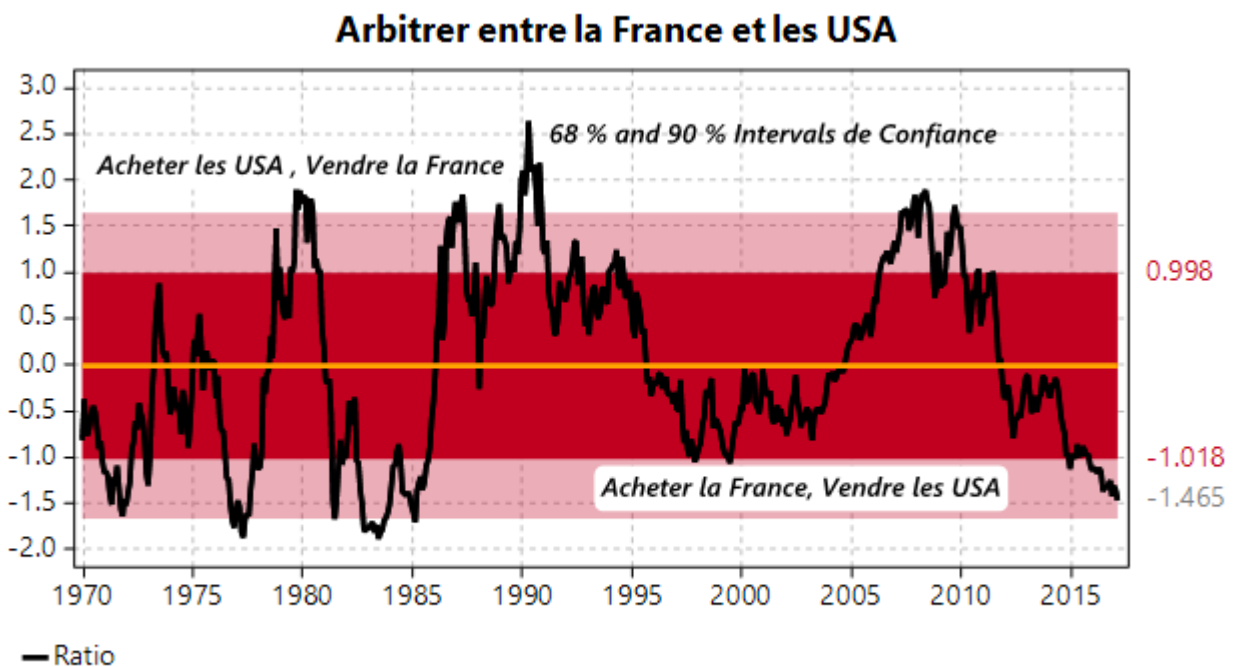
Et bien, je suis en train de me demander s'il ne faudrait pas vendre les actions et les obligations étrangères pour se porter massivement acheteur des « belles actions » françaises.

Je m'explique.

Imaginons que le lecteur ait suivi mes conseils depuis cinq ans et qu'il ait acheté la bourse de New-York et vendu la bourse de Paris.

Regardons la performance **relative** des deux marchés sur le long terme, dividendes réinvestis et variation des taux de change comprise pour calculer le rapport de la rentabilité totale des deux indices.

Voici le résultat.



Institut des Libertés

Chacun peut voir que depuis 1969, les deux marchés financiers ont eu la même rentabilité mais que de temps en temps, Paris est trop cher (comme en 1990 ou en 2007) et que donc il faut le vendre et que de temps en temps Paris est trop bon marché (comme aujourd'hui) et que donc il faut l'acheter.

Aujourd'hui, Paris est aussi bon marché que pendant les grandes années de l'union de la gauche de 1981 à 1983, à deux écarts types de sous-évaluation par rapport à la tendance à long terme. Celui qui achète Paris aujourd'hui est quasiment assuré de surperformer le marché Américain sur les cinq prochaines années.

Dans les semaines qui viennent, il va donc falloir vendre NY et acheter Paris, accélérant les achats

si Paris se cassait la figure pour des raisons politiques. Dans le fond, prendre des décisions en fonction de la politique est une façon pour le mauvais gérant d'acheter cher et de vendre bon marché. Dans la réalité, Il faut acheter quand monsieur Mitterrand arrive et vendre quand monsieur Chirac devient Premier Ministre et non pas l'inverse.

Faisons le même calcul en regardant cette fois l'évolution du CAC contre le DAX Allemand.

Nous constatons la même chose : aucune tendance sur le long terme et une sous évaluation patente du CAC vis-à-vis du DAX. Remarquons que depuis l'introduction de l'euro, la bourse de Paris a fait beaucoup moins bien que la bourse allemande (248 contre 328) et que du coup le ratio des valorisations est à un plus bas historique.

Et donc, le marché français est « donné dans la rue » vis-à-vis de deux de ses principaux concurrents ...

Or, d'après tous mes savants calculs, la bourse américaine est en train de devenir objectivement chère, ce qui veut dire que le S&P 500 est non seulement cher par rapport au CAC mais cher par rapport a son histoire propre tandis que la bourse de Francfort s'écroulerait si l'euro venait à disparaître et cela pour une raison toute simple : les sociétés allemandes produisent et vendent **à partir du territoire allemand**, et la réapparition d'un DM en forte hausse ferait s'écrouler leurs profits comme jamais. La bourse allemande sera certainement la plus touchée si l'euro venait à disparaître.

Par contre, la réapparition du franc n'aurait aucun impact organisationnel sur les sociétés françaises qui produisent partout dans le monde et assez peu en France et leurs cours de bourse monteraient sans aucun doute dans le cas d'une baisse du franc.

Et donc, et pour la première fois depuis des années, j'ai envie d'acheter des actions en France, parce qu'elles sont françaises. Le risque boursier sur la France aujourd'hui est sans doute très inférieur à celui qui existe sur les Etats-Unis et sur l'Allemagne, ce qui paraît paradoxal mais ne l'est pas tout simplement parce que le risque politique Français est déjà largement pris en compte dans les cours.

Je garderai cependant les positions que j'aurais pu établir en Grande-Bretagne et au Japon qui présentent les mêmes caractéristiques que la France.

On va encore dire que je ne suis pas raisonnable, façon polie de dire que je suis fou comme un lapin. A ce propos, je voudrai dire encore une fois que rien ne prouve que les gens raisonnables prennent de meilleures décisions en bourse que les fêlés.

En fait, je crois sincèrement que dans les trois mois qui viennent, une chance historique d'acheter la bourse de Paris à des niveaux très attrayants va se produire.

Si j'étais encore gérant, je commencerais à mettre des ordres « limites » très en dessous des cours actuels en espérant que ces cours pourraient être touchés lors d'une panique.

Bonne chance.